

**La Coalition de l'alphabétisation de l'Ontario**  
**65, rue Wellesley Est**  
**Toronto (Ontario)**  
**M4Y 1G7**

**Consultations prébudgétaires : Mémoire au Comité permanent des finances**  
**Le 12 août 2011**  
**Sommaire**

Tandis que le Canada continue de progresser vers la reprise économique, il est impératif que nous maintenions notre investissement dans l'alphabétisation et dans le développement des compétences essentielles. La récession qui vient de se terminer dernièrement et l'incertitude économique actuelle ont mis au jour l'importance de plusieurs grandes questions : comment obtenir une reprise économique durable, comment créer des emplois de qualité durables, comment garantir des taux d'imposition assez bas et comment équilibrer un budget. La littératie et les compétences essentielles sont des éléments essentiels pour faire face à tous ces enjeux, car elles représentent les compétences nécessaires à la croissance des entreprises et à l'abaissement des taux d'aide sociale, elles garantissent que les Canadiens possèdent les aptitudes fondamentales nécessaires pour entrer sur le marché du travail et, fait le plus important, pour y rester tout au long de leur vie d'adulte. L'investissement dans l'alphabétisation et dans le développement des compétences essentielles est directement lié aux emplois et au bien-être économique de tous les Canadiens.

La Coalition de l'alphabétisation de l'Ontario (OLC) soumet trois principales recommandations à l'examen du Comité permanent des finances :

Que le gouvernement du Canada :

- 1. Continue d'investir dans des programmes de développement de la main-d'œuvre efficaces et qu'il élargisse les programmes offerts.*
- 2. Établisse un crédit d'impôt pour les employeurs qui offrent des programmes de formation linguistique, d'alphabétisation et de développement des compétences essentielles;*
- 3. Intègre l'alphabétisation et le développement des compétences essentielles dans la stratégie en matière d'économie numérique qu'il prévoit élaborer.*

Au fur et à mesure que la situation économique changera, nos gouvernements fédéral et provinciaux devront travailler en partenariat afin de fournir les conditions idéales pour la prospérité économique de tous les Canadiens. En ces temps difficiles, nous avons une occasion intéressante d'accorder les encouragements financiers et de constituer les partenariats entre les syndicats, l'industrie, le gouvernement et le secteur de la formation qui nous permettront de créer la main-d'œuvre la plus productive du monde. Ces partenariats et encouragements seront nécessaires pour créer et perfectionner les

compétences dont tous les Canadiens ont besoin pour contribuer pleinement à une économie moderne axée sur le savoir.

Au fur et à mesure que la situation économique internationale change, nous voyons nos gouvernements fédéral et provinciaux travailler en partenariat afin de créer les conditions idéales pour la prospérité économique de tous les Canadiens. Un effort concerté afin de créer la main-d'œuvre la plus adaptable possible constituera un facteur clé pour favoriser la stabilité économique, la croissance de l'emploi et les investissements dans les entreprises en cette période de restrictions économiques.

La Coalition de l'alphabétisation de l'Ontario (OLC) reconnaît les temps économiques difficiles que le gouvernement tente de traverser. Sur la scène internationale, le climat fiscal est incertain; au niveau national, le Canada doit faire face à un resserrement du marché du travail, en raison du nombre accru de départs à la retraite. Lorsque nous plaçons ces facteurs à côté de la productivité économique du Canada traditionnellement faible, nous constatons que notre santé économique est loin d'être certaine. Cette situation représente pour nous une occasion intéressante de fournir les encouragements financiers et de constituer les partenariats entre les syndicats, l'industrie, le gouvernement et le secteur de la formation qui nous permettront de créer la main-d'œuvre la plus productive du monde. Ces partenariats et encouragements seront nécessaires pour créer et perfectionner les compétences dont tous les Canadiens ont besoin pour contribuer pleinement à une économie moderne axée sur le savoir. Nous devons toutefois déployer encore d'autres efforts.

Dans un avenir rapproché, tous les Canadiens auront un rôle important à jouer dans notre économie. Afin de maintenir la position du Canada à titre de l'une des économies les plus stables du monde, le gouvernement canadien devrait mieux s'acquitter de son devoir d'aider les adultes des groupes de population vulnérables. Parmi ces adultes figurent les travailleurs âgés, les Autochtones, les décrocheurs de l'école secondaire et les personnes mises à pied qui ont besoin des compétences nécessaires pour s'adapter au nouveau marché du travail. Pour aider ces Canadiens à acquérir les aptitudes nécessaires pour entrer dans la population active et y rester, il s'imposera de créer pour eux des programmes de formation ciblée. Compte tenu de ces nouvelles réalités, le gouvernement devra encourager la formation dans des environnements non traditionnels, comme la formation en milieu de travail, de nouvelles ententes de partenariats et de financement et l'élaboration de programmes novateurs. L'OLC considère qu'il s'agit d'une occasion pour le gouvernement fédéral de jouer un rôle de chef de file intéressant.

L'incertitude économique actuelle a mis au jour la fragilité de notre reprise économique et l'importance des questions que le Comité permanent a soumises aux Canadiens pour obtenir leurs commentaires. L'alphabétisation et le développement des compétences essentielles constituent une solution à bon nombre des problèmes auxquels le Canada doit faire face dans l'actuel climat économique. Le développement des compétences est nécessaire pour accroître la productivité de la main-d'œuvre; il favorise la croissance des entreprises, abaisse les taux d'aide sociale et garantit qu'un nombre accru de citoyens ont un travail. Grâce à des activités de formation, tous les Canadiens posséderont les

compétences minimales et essentielles pour entrer sur le marché du travail, continuer à développer leurs aptitudes au besoin et, par conséquent, rester sur le marché du travail pendant toute leur vie d'adulte.

La Coalition de l'alphabétisation de l'Ontario soumet donc à votre examen les recommandations suivantes :

***1. Que le gouvernement du Canada continue d'investir dans des programmes de développement de la main-d'œuvre efficaces et qu'il élargisse les programmes offerts***

Des programmes efficaces de formation liée au marché du travail sont indispensables à une reprise économique durable et à la création d'emplois de qualité durables. Les Canadiens se tournent vers leur gouvernement fédéral pour qu'il les aide à régler les problèmes liés au marché du travail et qu'il crée les conditions nécessaires à la création d'emplois de qualité durables par le biais d'initiatives et de mesures de soutien à l'éducation et à la formation. Les ententes relatives au marché du travail et les ententes sur le développement du marché du travail sont les principaux mécanismes utilisés pour atteindre cet objectif. Au cours des modifications de la dernière récession, ces ententes ont permis de créer des emplois, de stimuler l'économie et de protéger le Canada contre les pires effets de la récession mondiale. Nous devons maintenant bâtir pour demain.

Tandis que le gouvernement amorce l'examen en vue du renouvellement de ces ententes, l'OLC demande au gouvernement fédéral de collaborer avec les employeurs afin de renforcer les mesures d'encouragement et de soutien à la formation et à l'éducation en milieu de travail au Canada. Le gouvernement fédéral a un rôle de premier plan à jouer : il doit établir les relations nécessaires entre l'industrie, les syndicats, les programmes d'alphabétisation et de développement des compétences essentielles et le gouvernement. Grâce à ces partenariats indispensables, la main-d'œuvre canadienne possèdera les compétences nécessaires à la croissance de l'emploi et à la hausse de la productivité dans une économie du savoir moderne et en perpétuel changement.

*L'Initiative ciblée pour les travailleurs âgés de 25 millions de dollars par année constitue un bon départ, mais nous devons faire en sorte que les autres groupes de population vulnérables bénéficient d'un plein accès au marché du travail. Ce programme a généré des investissements d'autres provinces; l'Alberta a versé dernièrement 10 millions de dollars de plus dans cette initiative. Il faudrait encourager les autres provinces à faire de même. Des initiatives ciblées semblables, d'un coût semblable pour le gouvernement, produiraient des résultats intéressants. Le gouvernement pourrait cibler les nouveaux arrivants canadiens qui, selon le rapport des Services économiques TD *L'alphabétisation est importante : Un besoin urgent de littératie financière pour la vie*, ont vu pendant 25 ans leur bien-être économique diminuer. Le rendement économique même d'un petit investissement seulement pourrait être énorme.*

L'OLC désirerait voir le gouvernement prendre une approche concertée, plutôt que cloisonnée, en matière de développement de la main-d'œuvre, qui ferait en sorte que tous

les Canadiens possèdent la littératie et les compétences essentielles nécessaires pour créer une main-d'œuvre véritablement nationale. Notre main-d'œuvre est hautement mobile et les frontières provinciales sont poreuses. L'ensemble des compétences dont dépendent tous les Canadiens devrait être correspondre aux réalités de notre population active et les citoyens devraient recevoir une formation visant à combler les lacunes du marché du travail. Nous devons harmoniser les efforts d'alphabétisation et de développement des compétences de sorte que lorsqu'un débouché se présente, tous les adultes canadiens possèdent les compétences nécessaires pour en tirer avantage.

**2. *Que le gouvernement du Canada établisse un crédit d'impôt pour les employeurs qui offrent des programmes de formation linguistique, d'alphabétisation et de développement des compétences essentielles***

À titre de société vieillissante, le Canada devrait déployer de plus en plus d'efforts pour créer des solutions novatrices qui répondront aux besoins des employeurs, des employés et du gouvernement afin de corriger les lacunes du marché du travail attribuables aux départs à la retraite. Le marché du travail se resserrant pour les employeurs, tous les secteurs de l'économie canadienne devraient être visés par des incitatifs à des efforts de collaboration visant à créer la culture de la formation nécessaire au renforcement de la productivité économique de l'industrie et à aider les employés à conserver l'emploi pour lequel ils ont été embauchés.

Rick Miner, dans son rapport de 2010, *People Without Jobs, Jobs Without People*, souligne que la démographie représente l'un des enjeux liés au marché du travail les plus pressants. Selon Miner, nous avons besoin tant d'une population active plus nombreuse que d'une main-d'œuvre de plus en plus qualifiée. L'immigration constitue une partie de la solution, mais l'alphabétisation et le développement des compétences essentielles chez les groupes de population vulnérables en est une autre. Afin de lutter efficacement contre ce problème économique grave, le gouvernement du Canada devra prévoir de plus en plus de mesures pour encourager des organisations à constituer des partenariats avec les nombreux secteurs qui contribuent à notre prospérité économique ainsi que des partenariats entre les divers acteurs d'une même industrie.

De plus, comme le fait remarquer John Richards dans le rapport 2009 de l'Institut CD Howe intitulé *Dropouts : The Achilles Heel of Canada's High School System*, les résultats des deux derniers recensements au Canada donnent à penser qu'il existe une corrélation directe entre les régions canadiennes qui présentent un marché du travail serré et des taux de décrochage scolaire élevés. À l'instar de nombreux autres observateurs, l'auteur souligne dans son rapport que :

*... le défaut de terminer ses études secondaires entraîne de dures conséquences socioéconomiques pour les décrocheurs... Des taux de décrochage élevés chez des groupes ethniques et raciaux particuliers peuvent détruire la cohésion d'une collectivité en lançant une dynamique intergénérationnelle de la marginalisation : de faibles attentes quant aux études, une faible participation au marché du travail, de la pauvreté et des conflits sociaux avec d'autres groupes. Les décrocheurs présentent après leur entrée sur le marché du travail un taux d'emploi bien inférieur et sont moins productifs que les personnes qui ont atteint un niveau de scolarisation plus élevé qu'eux. [traduction]*

Des marchés du travail serrés peuvent inciter certaines cohortes démographiques à faire des choix qui les suivront leur vie durant. Nous devrions essayer de garder les jeunes à l'école, mais en raison du genre de resserrement du marché de l'emploi qui semble imminent, nous devons peut-être envisager des approches en matière d'éducation non traditionnelles et axées sur le marché du travail. Les programmes en place, comme le crédit d'impôt pour la création d'emplois d'apprentis de 200 millions de dollars fournissent un modèle d'investissement dans la formation en cours d'emploi.

Puisque les compétences dont nous avons besoin pour participer au marché du travail changent constamment, les personnes dépourvues de compétences de base risquent de rester de plus en plus loin en plan. Un mécanisme pourrait faire en sorte que les Canadiens possèdent la littératie et les compétences essentielles dont ils auront besoin dans leur vie active : un crédit d'impôt pour la formation des travailleurs qui encouragerait les employeurs à fournir à leurs employés une formation sur place.

### ***3. Que le gouvernement intègre l'alphabétisation et le développement des compétences essentielles dans la stratégie en matière d'économie numérique qu'il prévoit élaborer***

Le gouvernement devrait accompagner la stratégie en matière d'économie numérique d'un programme de formation qui donnerait à tous les Canadiens la possibilité de comprendre la façon d'utiliser les technologies numériques dans toutes les dimensions de leur vie. Il s'agirait par exemple d'enseigner aux citoyens la façon d'utiliser les technologies de sorte à protéger leur identité et leurs biens, à donner aux travailleurs l'accès aux débouchés sur le marché du travail et à donner aux employeurs l'accès à une main-d'œuvre habile avec les technologies.

Tandis que notre économie du savoir continue de se transformer, de nombreux Canadiens sont laissés derrière. Une grande partie de la population canadienne adulte n'a pas reçu de formation en matière d'informatique et de technologies numériques dans les programmes d'études officiels. De nombreux autres Canadiens, la plupart appartenant aux groupes de population vulnérables, n'ont pas accès aux technologies dans leur foyer et ils traînent derrière leurs pairs en matière de développement des compétences numériques. Cette situation est aussi rappelée par la nature changeante du travail dans l'ensemble du marché de l'emploi, où la connaissance des technologies est maintenant une exigence.

L'OLC, dans son rapport à venir intitulé *Menial No More : A discussion Paper on Advancing Our Workforce Through Digital Essential Skills*, a défini une lacune grandissante dans notre connaissance des enjeux liés au marché du travail et de leur lien avec les technologies. De plus en plus, les nouvelles technologies se répandent et pénètrent tous les secteurs du marché du travail. Des emplois qui n'étaient pas habituellement associés avec les technologies, dans les secteurs de l'industrie primaire, de la vente au détail, des soins de santé de première ligne et des services d'accueil, exigent maintenant un ensemble de compétences numériques complexes.

Le cadre fédéral pour le développement des compétences essentielles a beaucoup contribué à approfondir la connaissance des compétences nécessaires pour exceller sur le

marché du travail moderne. L'amélioration de ce cadre de sorte qu'il tienne compte des compétences « STEM » (compétences en science, en technologies, en génie et en mathématiques) dominantes dans l'ensemble du marché de l'emploi constituerait un pas important vers la réponse aux besoins de nombreux travailleurs canadiens. Il pourrait s'agir de poursuivre sur la lancée des initiatives d'infrastructures, des initiatives du secteur privé ainsi que des initiatives sans but lucratif déjà existantes. Selon le rapport :

*Sur ce marché du travail, le genre d'emplois étiquetés comme du premier échelon non seulement persistent, mais leur nombre continue d'augmenter. Pourtant, ces emplois ne ressemblent pas à ce qu'ils étaient avant. Certes, les compétences exigées d'un travailleur de la cafétéria ne seraient pas décrites par un grand nombre de personnes comme celles d'un emploi spécialisé. Cet emploi figure parmi un éventail d'emplois traditionnellement occupés par des personnes n'ayant pas terminé leur cours secondaire et par des nouveaux immigrants. Sauf que si nous allons au-delà des idées préconçues et que nous analysons les compétences professionnelles exigées, nous découvrons une nouvelle réalité au sujet d'un large éventail de catégories d'emploi et des travailleurs que nous avons l'habitude de désigner des travailleurs peu spécialisés... Ce décalage est amplifié par le fait que nous sommes au bord d'une grave pénurie de main-d'œuvre qualifiée.*  
[traduction]

La stratégie nationale en matière d'économie numérique à venir est bien accueillie. L'économie canadienne a besoin d'un plan qui dotera le pays de l'infrastructure numérique nécessaire pour créer une économie du savoir moderne. Nous louons donc le gouvernement pour avoir lancé cette stratégie. Toutefois, pour être véritablement efficace, une stratégie doit faire en sorte que tous les Canadiens possèdent les compétences numériques essentielles exigées sur notre marché de l'emploi. Pour créer des emplois durables, il faut veiller à ce que tous les Canadiens de la population active puissent entrer sur le marché du travail et y rester pendant toute leur vie active.

La littératie et les compétences essentielles joueront un rôle important. Elles garantiront aux Ontariens l'accès à la série complète de services dont ils ont besoin pour obtenir l'emploi qui leur permettra de contribuer à une économie florissante. Tandis que le Canada continue de progresser vers la reprise économique, si fragile soit-elle, il est impératif que nous maintenions notre investissement dans l'alphabétisation et le développement des compétences essentielles. Cet investissement est directement lié aux emplois et au bien-être économique de tous les Canadiens.